

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Budget, le 3 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances", a donné le 9 juillet 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1997 door de Minister van Begroting verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën", heeft op 9 juli 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté en projet tend à organiser, conformément à l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le corps de l'Inspection des finances, l'association des Communautés et des Régions à sa gestion ainsi que la mise à la disposition de celles-ci d'inspecteurs des finances pour y exercer les missions qui leur sont confiées.

Dans le souci d'associer les Communautés, les Régions et la Commission communautaire française à la gestion du corps de l'Inspection des finances, le texte en projet prévoit la création d'un "comité interministériel de l'Inspection des Finances" où siègeraient les membres du Gouvernement fédéral qui ont le budget et les finances dans leurs attributions, ainsi que huit membres des gouvernements communautaires et régionaux et du Collège de la Commission communautaire française (article 3 du projet).

Ce système appelle les observations suivantes :

- Aucune représentation de la Commission communautaire commune n'est prévue dans ce comité interministériel, alors que cette Commission jouit du statut d'autorité fédérée et dispose d'un budget à part entière, distinct de celui de la Région de Bruxelles-Capitale.
- Plusieurs dispositions en projet, notamment les articles 17, 18 et 24, prévoient que le comité interministériel est appelé à prendre certaines décisions ou à donner un avis conforme sur des arrêtés que le Roi

.../...

prendrait, dans le domaine de l'organisation du corps de l'Inspection des finances. L'attention est attirée sur ce que l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale précitée requiert pour l'organisation du corps de l'Inspection des finances "l'accord de l'Exécutif"; l'intervention du seul comité interministériel ne peut donc suffire.

2. Plusieurs dispositions du projet, notamment l'article 8, habilite le chef de corps de l'Inspection des finances à passer des conventions.

Le texte vise les "modalités matérielles" d'exécution des missions visées à l'article 2; cependant, la déléguée du Gouvernement a précisé que les conventions pourront, notamment, avoir pour objet de régler le régime des congés, la formation, etc.

Outre qu'il est permis de s'interroger sur la portée juridique de pareilles conventions, le mécanisme semble peu compatible avec l'article 51, alinéa 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 précité, qui prévoit que les inspecteurs des finances sont mis à la disposition des Communautés et des Régions et sont placés sous leur autorité, de sorte qu'il appartient aux gouvernements des entités fédérées de décider de la manière dont les inspecteurs des finances exercent leurs missions et dans quelles conditions.

3. A l'alinéa 2 du même article 8, il est prévu que le chef de corps pourra signer des protocoles avec des

.../...

organismes internationaux pour l'accomplissement de missions dans le domaine financier. Des informations données par la fonctionnaire déléguée, ces protocoles concerneraient principalement des missions dans le cadre de l'Union européenne.

L'attention est attirée sur ce que, si un agent de l'Etat peut se voir reconnaître la compétence de participer à un acte de portée internationale, encore faut-il que cet acte ne soit qu'un simple arrangement administratif se bornant à mettre en oeuvre le traité lui-même et respecte, au surplus, les dispositions réglementaires relatives au détachement des agents de l'Etat.

4. On écrira "Chapitre premier" en toutes lettres; la numérotation des autres chapitres doit se faire au moyen de chiffres romains.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 2

Cet alinéa s'écrira :

"Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 60bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990;"

.../...

Alinéa 3

On remplacera les mots "par l'arrêté royal du 17 juillet 1991" par les mots "le 17 juillet 1991,".

Alinéas 4 à 7 (nouveaux)

Dans les alinéas 4 à 7 nouveaux, on visera les arrêtés royaux que le projet modifie, à savoir :

- l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat;
- l'arrêté royal du 8 août 1966 fixant les conditions de recrutement aux emplois d'inspecteur des finances, de conseiller des finances et de conseiller de la trésorerie;
- l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat;
- l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant le cadre organique du ministère des Finances;

en mentionnant, chaque fois, les dispositions précises de ces arrêtés qui sont concernées par le projet, ainsi que toutes les modifications que ces dispositions ont subies avec leur date.

.../...

Alinéas 4 à 10 (devenant les alinéas 8 à 17)

On écrira, chaque fois ", donné le ..." au lieu de "du ...".

Alinéas 14 à 16 (devenant les alinéas 18 à 20)

On écrira :

"Vu la délibération du Conseil des Ministres du 22 mai 1997 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Proposant

Il faut écrire : "Sur la proposition de ...,".

DispositifArticle 1er

L'article 1er indique le nombre d'inspecteurs des finances sans prévoir de grades entre eux.

.../...

Compte tenu des articles 31, 32 et 33 du projet, la fonctionnaire déléguée a confirmé que le classement hiérarchique, à la seule exception du chef de corps, sera supprimé.

Cette intention devrait être exprimée dans le rapport au Roi.

Article 2

Il est proposé d'écrire :

"Art. 2 Les inspecteurs des finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier auprès des ministres du Gouvernement fédéral, auprès des Gouvernements de Communautés et de Régions, auprès du Collège de la Commission communautaire commune et auprès du Collège de la Commission communautaire française. Ils les assistent dans l'exercice du contrôle administratif et budgétaire.

Dans l'exercice de ces missions, il sont placés sous leur autorité."

Article 3

1. Pour éviter toute confusion, on remplacera les mots "deux respectivement par le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française" par les mots "un par le Gouvernement

.../...

de la Communauté française, un par le Collège de la Commission communautaire française,".

2. Il est prévu que le Ministre fédéral du Budget fixe l'ordre du jour des réunions du comité et le convoque. Afin d'éviter d'éventuels blocages et de l'accord de la fonctionnaire déléguée, il convient de prévoir que, sur la demande formulée par un certain nombre de membres du comité, celui-ci devra être convoqué par le ministre fédéral et que ce dernier aura l'obligation d'inscrire un point à l'ordre du jour. La prescription de l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, qui consacre l'association des Communautés et des Régions à la gestion du corps de l'Inspection des finances, serait de la sorte mieux respectée.

Article 4

Il est prévu que le comité interministériel de l'Inspection des finances "assure la haute direction du corps interfédéral de l'Inspection des finances". Ni le rapport au Roi, ni les dispositions du projet ne précisent cependant ce qu'il y a lieu d'entendre par ce concept de "haute direction".

L'utilisation d'un tel concept ne peut porter préjudice à l'autorité que l'article 51, alinéa 1er, de la loi spéciale précitée et l'article 2 du projet reconnaissent aux institutions publiques concernées.

.../...

Mieux vaut, dès lors, s'en tenir à la terminologie de l'article 51 de la loi spéciale et prévoir que le comité assure "la gestion" du corps.

Article 5

1. A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire : "... par le chef de corps de l'Inspection des finances, ci-après dénommé le chef de corps".

2. Il est prévu que le chef de corps prendra "les mesures d'urgence nécessaires au bon fonctionnement du corps, par exemple en ce qui concerne le remplacement d'inspecteurs sous réserve de confirmation par le comité lors de sa plus prochaine séance".

Des explications fournies par la fonctionnaire déléguée, il ressort que ces mesures d'urgence pourraient également être des mesures d'ordre prises dans l'intérêt du service.

Dans cette hypothèse et conformément à l'article 40 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, il s'impose de viser l'hypothèse dans le texte et de préciser par qui l'inspecteur des

.../...

finances sera entendu préalablement et quelles seront ses possibilités de recours.

Il va de soi que la prérogative ainsi reconnue au chef de corps ne peut porter préjudice à l'application des autres dispositions du projet, par exemple celle qui a trait au statut disciplinaire des inspecteurs des finances.

Article 6

1. A l'alinéa 1er, il est prévu que les inspecteurs des finances qui siègent dans le conseil du corps interfédéral de l'Inspection des finances sont élus par les "membres du corps en activité de service qui forment l'assemblée générale".

La fonctionnaire déléguée a indiqué que ne feront pas partie de l'assemblée générale les inspecteurs des finances qui exercent des missions visées à l'article 8, alinéa 2, du projet.

L'attention est, toutefois, attirée sur ce qu'en vertu de l'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, les agents qui exercent des missions au sens de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 (I) fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, sont des agents en activité de service qui ont obtenu des congés. La même situation est réservée aux agents détachés dans un cabinet ministériel, en vertu de l'article 102, 6°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité.

.../...

L'intention d'exclure de l'assemblée générale certaines catégories d'inspecteurs des finances, doit donc être davantage précisée dans le texte.

2. Sous réserve de cette précision, le texte suivant est proposé :

"Art. 6 § 1er. Il est institué un Conseil du corps interfédéral de l'Inspection des finances, ci-après dénommé le Conseil.

D'initiative ou à la demande du comité, le Conseil donne son avis au comité sur toutes les questions qui sont relatives à l'organisation, au fonctionnement et à la déontologie du corps de l'Inspection des finances.

§ 2. Le Conseil est composé du chef de corps, de trois inspecteurs des finances du rôle linguistique français et de trois inspecteurs des finances du rôle linguistique néerlandais.

Les six inspecteurs des finances sont élus, à la majorité simple des voix, par les membres du corps en activité de service, à l'exclusion de ..., réunis en assemblée générale sous la présidence du chef de corps, parmi les inspecteurs nommés définitivement et accrédités auprès d'un ministre fédéral, d'un Gouvernement communautaire ou régional, du Collège de la Commission communautaire commune ou du Collège de la commission communautaire française.

.../...

La durée du mandat est de cinq ans.

L'exercice du mandat est incompatible avec un détachement dans un cabinet ministériel.

§ 3. Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur.

Il est présidé par le chef de Corps ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur des finances le plus ancien dans la fonction.

Le Conseil se réunit sur la convocation de son président; celui-ci est tenu de convoquer le conseil lorsque trois de ses membres lui en font la demande pour l'examen de points qu'ils déterminent.

§ 4. Le Conseil établit un rapport annuel de ses activités et le soumet aux membres du corps réunis en assemblée générale conformément au paragraphe 1er, alinéa 2".

Article 7

Cette disposition fait référence "aux membres en fonction" alors que l'article 6, alinéa 1er, du projet vise "les membres en activité de service". Il s'impose d'harmoniser la terminologie, en ayant égard à l'observation qui vient d'être faite à propos de l'article 6.

.../...

On écrira :

"Art. 7 Le chef de corps est nommé par le Comité sur une liste de trois candidats, dont l'un au moins appartient à un rôle linguistique différent.

La liste des candidats est proposée par les membres du corps en activité de service, réunis en assemblée générale conformément à l'article 6, § 2, à la majorité relative des voix sous le contrôle du Conseil qui, après s'être assuré de la régularité de la liste des candidats proposés, arrête cette liste.

Le mandat de chef de corps est de cinq ans."

Vu la proposition de texte pour l'article 6, l'alinéa 3 de l'article 7 en projet est inutile et doit être omis.

Chapitre III

Les articles 9 à 15 déterminent de manière sommaire les règles du recrutement et du stage.

L'arrêté royal du 8 août 1966 fixe déjà les conditions de recrutement aux emplois d'inspecteur des finances et de conseiller des finances et de conseiller de la trésorerie.

.../...

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, il s'impose donc d'abroger certaines dispositions de ce texte.

Par ailleurs, s'agissant de dispositions qui font partie du statut administratif, il serait souhaitable de les grouper avec les dispositions qui forment le chapitre V.

Article 10

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable de viser expressément les articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat qui restent d'application pour le recrutement des inspecteurs des finances.

Cette identification des dispositions du statut des agents de l'Etat est d'autant plus nécessaire que, comme on l'a relevé dans l'observation générale n° 1, l'article 51 de la loi spéciale précitée requiert l'accord des entités fédérées pour toute disposition réglementaire qui toucherait à l'organisation du corps de l'Inspection des finances.

La même observation vaut pour l'article 19.

Article 14

Cette disposition prévoit que la durée du stage sera fixée par le Roi et ne pourra être inférieure à un an.

.../...

Cette disposition est, comme telle, dépourvue de portée normative et doit être omise. Il suffira que, dans un arrêté ultérieur, le Roi fixe la durée du stage.

Article 15

A l'instar de ce qui est prévu pour les stagiaires dans le statut des agents de l'Etat, il convient de compléter la disposition pour préciser que le stagiaire doit être entendu ou interpellé préalablement à son licenciement.

Article 16

Il s'impose de préciser, dans la première phrase, qu'il s'agit du Collège de la Commission communautaire commune et du Collège de la Commission communautaire française.

Article 17

1. Le deuxième alinéa de cet article est incompatible avec l'article 51, alinéa 3, de la loi spéciale précitée qui prévoit que le Roi, avec l'accord des entités fédérées, organise la mise à la disposition des Communautés et des Régions d'inspecteurs des finances.

C'est au Roi qu'il revient donc d'adapter le nombre d'inspecteurs des finances mis à la disposition de chaque entité fédérée.

.../...

2. A l'article 17, alinéa 1er, 2º, il serait plus correct d'insérer le mot "Gouvernement" entre les mots "de la Communauté française" et les mots "de la Région wallonne".

Article 18

1. Des explications fournies par la fonctionnaire déléguée et du rapport au Roi, il ressort que le but de cette disposition est "de maintenir le nombre de détachements dans des limites compatibles avec le bon fonctionnement du contrôle administratif et budgétaire tant au niveau fédéral que des instances fédérées" et que les termes "modalités de détachement" ne doivent pas s'interpréter comme comportant des mesures statutaires, mais visent de simples mesures d'organisation relatives au remplacement de la personne détachée.

Dans l'avis n° 19.737/2, rendu le 16 novembre 1990 à propos du précédent projet d'arrêté royal portant organisation du corps de l'Inspection des Finances, la section de législation a estimé que l'article 5, alinéa 4, de ce projet, qui prévoyait que le comité de gestion était compétent pour déterminer les modalités de détachement d'inspecteurs des finances dans le cabinet d'un ministre, ne pouvait se comprendre que comme comportant un pouvoir réglementaire et qu'il n'appartenait pas au comité de gestion d'exercer un tel pouvoir.

.../...

2. Il est, en outre, renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 22

Cette disposition prévoit que "les peines disciplinaires autres que le rappel à l'ordre et le blâme sont prononcées par le Ministre fédéral du Budget, sur avis conforme du comité, le conseil entendu". Pour tous les autres aspects de la procédure disciplinaire, il est fait référence à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité.

Il est permis de s'interroger sur l'adéquation de ces règles avec la spécificité du corps de l'Inspection des finances dont les membres, en vertu de l'article 51, alinéa 1er, de la loi spéciale précitée, sont placés sous l'autorité des Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Ne serait-il pas préférable de prévoir que les gouvernements concernés pourront inviter le chef de corps à mettre en oeuvre la procédure disciplinaire.

Article 23

1. A l'article 23, la division en paragraphes ne se justifie pas.

A l'alinéa 1er, in fine, les mots "du présent arrêté" seront omis.

.../...

2. La compatibilité de cette disposition, qui permet au Ministre fédéral du Budget ou au chef de corps de donner aux inspecteurs des finances l'autorisation d'effectuer des missions ou des fonctions en dehors de celles prévues à l'article 2 du projet, avec la prescription de l'article 51 de la loi spéciale précitée, qui place les inspecteurs sous l'autorité des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités et qui assure l'association de ces mêmes gouvernements à la gestion du corps de l'Inspection des Finances, est douteuse.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation en ce qui concerne les termes "des fonctions ou missions autres que celles prévues à l'article 2 du présent arrêté", il convient de faire référence explicitement aux arrêtés royaux n° 33 des 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale et 13 novembre 1967 (I) fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission.

Article 24

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 25

1. A l'alinéa 1er, la notion d'"allocations accessoires liées à la rémunération des inspecteurs des finances" manque de précision. En outre, il convient d'indiquer que

.../...

la rémunération et les allocations accessoires sont à la charge de l'Etat fédéral.

2. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, il est proposé de supprimer le deuxième alinéa et d'insérer dans le projet une disposition transitoire rédigée comme suit :

"Art. ... Tant que le chef de corps et le conseil ne disposent pas du personnel administratif requis en vertu de l'article 27, la gestion administrative des dossiers des inspecteurs des finances est assurée par le service du personnel du ministère fédéral des Finances".

Article 26

1. Pour ce qui concerne les missions spécifiques que pourrait confier aux inspecteurs des finances le Ministre fédéral du Budget, il est renvoyé à l'observation n° 2 faite à propos de l'article 23.

Il faudrait, par ailleurs, préciser qu'il s'agit des budgets de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune.

2. Il serait juridiquement plus correct, eu égard aux lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, de prévoir que les crédits nécessaires pour la gestion du corps de l'Inspection

.../...

des finances devront faire l'objet d'une division organique particulière du budget général des dépenses de l'Etat.

Article 27

1. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, la première phrase du premier alinéa sera rédigée comme suit :

"Art. ... Un personnel administratif est mis à la disposition des inspecteurs des finances par les autorités auprès desquelles ils sont accrédités".

2. Comme on l'a déjà souligné à propos l'article 8, il est permis de s'interroger sur la portée juridique de la convention visée dans la deuxième phrase de ce même alinéa. Il conviendrait, en tout cas, de préciser dans l'arrêté en projet les qualifications minimales requises pour le personnel administratif.

Chapitre VII

1. Les textes modificatifs de plusieurs textes antérieurs doivent les modifier dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien; en outre, les dispositions transitoires doivent figurer après les dispositions modificatives et abrogatoires.

Par ailleurs, il y a lieu de modifier aussi l'arrêté royal du 8 août 1966 fixant les conditions de recrutement aux emplois d'inspecteur des finances et de conseiller des finances et de conseiller de la trésorerie, afin de supprimer les références aux inspecteurs des finances.

Enfin, on précisera les dispositions des textes réglementaires modifiées, ainsi que toutes les modifications qui leur ont été apportées, en indiquant la date des textes modificatifs.

Il est, dès lors, proposé de rédiger comme suit le chapitre VII :

"Chapitre VII - Dispositions modificatives et transitoires

Art. ... Le titre IV de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1978, 21 décembre 1990 et 16 septembre 1991, et comprenant les articles 21 à 24bis, est abrogé.

Art. ... Dans l'arrêté royal du 8 août 1966 fixant les conditions de recrutement aux emplois d'inspecteur des finances, de conseiller des finances et de conseiller de la trésorerie, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé, les mots "d'inspecteur des finances," sont supprimés;

.../...

2° à l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1991, les mots "d'inspecteur des finances," sont supprimés.

Art. ... (On reproduira ici les modifications apportées à l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat. En ce qui concerne cet arrêté, il convient d'identifier de manière précise les dispositions qui doivent être modifiées ou abrogées pour assurer la cohérence avec le texte en projet. La simple suppression des mentions aux inspecteurs des finances, inspecteurs généraux des finances et inspecteurs généraux chefs de corps ne suffit pas (voir par exemple l'article 58 de l'arrêté du 29 octobre 1971)).

Art. ... Dans l'article 5, § 1er, de l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant le cadre organique du ministère des finances, modifié par les arrêtés royaux des 13 février 1996 et 2 juillet 1996, les mots "inspecteur général des finances, chef de corps 1" et "inspecteur général des finances ou inspecteur des finances : application du principe de la carrière plane 68" sont supprimés.

Art. ... Le grade d'inspecteur des finances est attribué aux agents qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires du grade d'inspecteur général des

finances-chef de corps ou du grade d'inspecteur général des finances.

Ces agents conservent, dans leur nouveau grade, l'ancienneté acquise dans celui dont ils étaient titulaires.

Leur traitement ne peut être inférieur à celui dont ils auraient bénéficié dans leur ancien grade".

2. L'article 30 du projet sera placé dans le chapitre VIII relatif aux dispositions finales; il autorisera le Roi à fixer l'entrée en vigueur, sous réserve des observations qui ont été faites à leur sujet, des articles 7, alinéa 1er, 12, 16 à 18, 24 et 26 de l'arrêté.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Overeenkomstig artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten strekt het ontworpen besluit ertoe het korps van de Inspectie van financiën te organiseren, te regelen hoe de Gemeenschappen en de Gewesten bij het personeelsbeleid van dat korps worden betrokken en hoe inspecteurs van financiën ter beschikking worden gesteld van de Gemeenschappen en de Gewesten om er de hun toegewezen taken te vervullen.

In een streven naar het betrekken van de Gemeenschappen, de Gewesten en de Franse Gemeenschapscommissie bij het personeelsbeleid van het korps van de Inspectie van financiën, voorziet de ontworpen tekst in de oprichting van een "interministerieel comité van de Inspectie van financiën", waarin de leden van de federale Regering bevoegd voor begroting en financiën zitting zouden nemen, alsmede acht leden van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van het college van de Franse Gemeenschapscommissie (artikel 3 van het ontwerp).

Bij die regeling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt helemaal niet vertegenwoordigd in dat interministerieel comité, terwijl die commissie de status van federale autoriteit geniet en beschikt over een volwaardige

.../...

begroting, die onderscheiden is van die van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

- Verscheidene ontworpen bepalingen, onder meer de artikelen 17, 18 en 24, schrijven voor dat het interministerieel comité bepaalde beslissingen moet nemen of een eensluidend advies moet uitbrengen over besluiten die de Koning zou uitvaardigen op het gebied van de organisatie van het korps van de Inspectie van financiën. Er wordt op gewezen dat artikel 51, derde lid, van de voormelde bijzondere wet voor de organisatie van het korps van de Inspectie van financiën het "akkoord van de Executieve" vereist; het optreden van het interministerieel comité alleen kan dus niet volstaan.

2. Verscheidene bepalingen van het ontwerp, onder meer artikel 8, machtigen de korpschef van financiën om overeenkomsten te sluiten.

De tekst vermeldt de "materiële modaliteiten" voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 2; de gemachtigde van de Regering heeft evenwel gepreciseerd dat de overeenkomsten onder meer tot doel zullen kunnen hebben het uitwerken van de verlofregeling en het vaststellen van de formatie.

Behalve dat er vragen kunnen rijzen bij de juridische strekking van zulke overeenkomsten, lijkt het systeem moeilijk verenigbaar met artikel 51, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989, waarin wordt bepaald dat de inspecteurs van financiën ter beschikking

.../...

worden gesteld van de Gemeenschappen en de Gewesten en onder het gezag ervan staan, zodat het de regeringen van de deelentiteiten toekomt te beslissen hoe en in welke omstandigheden de inspecteurs van financiën hun taken vervullen.

3. In het tweede lid van hetzelfde artikel 8 wordt bepaald dat de korpschef protocollen kan ondertekenen met internationale instellingen voor het vervullen van taken inzake financiën. Uit inlichtingen van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat die protocollen hoofdzakelijk betrekking zouden hebben op taken in het kader van de Europese Unie.

Er wordt op gewezen dat een rijksambtenaar weliswaar de bevoegdheid kan worden opgedragen om deel te nemen aan een akte met internationale strekking, maar dan moet die akte slechts een gewone administratieve schikking zijn die zich beperkt tot het uitvoeren van het verdrag zelf en die bovendien de verordeningsbepalingen betreffende de detachering van het rijkspersoneel in acht neemt.

4. Men schrijve in de Franse tekst "Chapitre premier" voluit; de overige hoofdstukken moeten met Romeinse cijfers genummerd worden.

BIJZONDERE OPMERKINGENAanhefTweede lid

Dit lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 60bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;"

Derde lid

De woorden "samengeordend bij koninklijk besluit van 17 juli 1991" moeten vervangen worden door de woorden "gecoördineerd op 17 juli 1991,".

Vierde tot zevende lid (nieuwe leden)

In het nieuw ontworpen vierde tot het nieuw ontworpen zevende lid moet worden verwezen naar de koninklijke besluiten die door het ontwerp worden gewijzigd, te weten :

- het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische klassering en de loopbaan van sommige ambtenaren van de rijksbesturen;

.../...

- het koninklijk besluit van 8 augustus 1966 tot vaststelling van de wervingsvoorwaarden voor de betrekkingen van inspecteur van financiën, van adviseur van financiën en van adviseur van de thesaurie;
- het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel;
- het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën;

telkens met vermelding van de juiste bepalingen van die besluiten waarop dit ontwerp betrekking heeft, alsmede van alle wijzigingen die deze bepalingen hebben ondergaan met de datum ervan.

Vierde tot tiende lid (die het achtste tot het zeventiende lid worden)

In de Franse tekst schrijve men telkens ", donné le ... " in plaats van "du ...".

.../...

Veertiende tot zestiende lid (die het achttiende tot het twintigste lid worden)

Men schrijve :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 22 mei 1997, waarbij wordt gevraagd dat het advies van de Raad van State wordt meegedeeld binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juli 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1º, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Voordrachtformulier

Men schrijve in de Franse tekst : "Sur la proposition de ...,".

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Artikel 1 vermeldt het aantal inspecteurs van financiën, zonder te voorzien in graden ten aanzien van hen.

Gelet op de artikelen 31, 32 en 33 van het ontwerp heeft de gemachtigde ambtenaar bevestigd dat de hiërarchische rangschikking zal worden afgeschaft, met uitzondering van de korpschef.

.../...

Die bedoeling zou in het verslag aan de Koning moeten worden weergegeven.

Artikel 2

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 2 De inspecteurs van financiën nemen de functie op zich van begrotings- en financieel adviseur bij de ministers van de federale Regering, bij de Regering van Gemeenschappen en Gewesten, bij het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en bij het College van de Franse Gemeenschapscommissie. Zij staan ze bij in de uitoefening van de administratieve en begrotingscontrole.

Bij het vervullen van die taken staan zij onder het gezag ervan."

Artikel 3

1. Om elke verwarring te voorkomen, dienen de woorden "twee respectievelijk door de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie" vervangen te worden door de woorden "een door de Franse Gemeenschapsregering, een door het College van de Franse Gemeenschapscommissie,".

2. Er wordt bepaald dat de federale Minister van Begroting de agenda vaststelt van de vergaderingen van het

.../...

comité en dit bijeenroept. Om te voorkomen dat het comité eventueel in de klem komt te zitten, behoort te worden bepaald dat dit comité op verzoek van een bepaald aantal leden ervan moet worden bijeengeroepen door de federale minister en dat deze verplicht zal zijn een punt op de agenda te plaatsen. De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens. Het bepaalde in artikel 51, derde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, dat het betrekken van de Gemeenschappen en de Gewesten bij het beleid inzake het korps van de Inspectie van financiën vastlegt, zou zodoende beter in acht worden genomen.

Artikel 4

Er wordt bepaald dat het interministerieel comité van de Inspectie van financiën "(instaat) voor de hoge leiding van het interfederaal korps van de Inspectie van financiën". Noch in het verslag aan de Koning, noch in de bepalingen van het ontwerp wordt evenwel gepreciseerd wat dient te worden verstaan onder dat begrip "hoge leiding".

Het gebruik van zulk een begrip kan geen afbreuk doen aan het gezag dat artikel 51, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet en artikel 2 van het ontwerp aan de betrokken openbare instellingen toekennen.

Het zou dan ook beter zijn bij de terminologie te blijven van artikel 51 van de bijzondere wet en te bepalen dat het comité "het beheer" over het korps op zich neemt.

.../...

Artikel 5

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 5 Voor het dagelijks beheer over het interfederaal korps van de Inspectie van financiën wordt gezorgd door de korpschef van de Inspectie van financiën, hierna te noemen de korpschef".

2. Er wordt bepaald dat de korpschef "de dringende maatregelen (neemt) nodig voor de goede werking onder voorbehoud van bekrachtiging door het Comité tijdens zijn eerstvolgende bijeenkomst".

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat die dringende maatregelen ook ordemaatregelen zouden kunnen zijn die genomen worden in het belang van de dienst.

In dat geval en overeenkomstig artikel 40 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, is het noodzakelijk in de tekst naar dat geval te verwijzen en te preciseren door wie de inspecteur

.../...

van financiën vooraf zal worden gehoord en welke mogelijkheden hij heeft om beroep in te stellen.

Het aldus aan de korpschef verleende prerogatief mag uiteraard geen afbreuk doen aan de toepassing van de andere bepalingen van het ontwerp, bij voorbeeld die welke betrekking heeft op het tuchtrechtelijk statuut van de inspecteurs van financiën.

Artikel 6

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de inspecteurs van financiën die zitting nemen in de raad van het interfederaal korps van de Inspectie van financiën, gekozen worden door de "leden van het korps in dienst die de algemene vergadering vormen".

De gemachtigde ambtenaar heeft erop gewezen dat de inspecteurs van financiën die in artikel 8, tweede lid, van het ontwerp bedoelde taken vervullen, geen deel zullen uitmaken van de algemene vergadering.

Er wordt echter op gewezen dat krachtens artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, de ambtenaren die taken vervullen in de zin van het koninklijk besluit van 13 november 1967 (I) tot vaststelling van de administratieve toestand van de rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, ambtenaren zijn in actieve dienst die verlof hebben gekregen. De ambtenaren die gedetacheerd zijn aan een ministerieel kabinet bevinden zich krachtens artikel 102,

.../...

6°, van het voormelde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 in dezelfde administratieve toestand.

De bedoeling om bepaalde categorieën van inspecteurs van financiën uit te sluiten van de algemene vergadering moet dus duidelijker tot uiting komen in de tekst.

2. Onder voorbehoud van die verduidelijking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 6 § 1. Er wordt een raad van het interfederaal korps van de Inspectie van financiën opgericht, hierna te noemen de raad.

De raad geeft op eigen initiatief of op verzoek van het comité advies aan het comité over alle kwesties die verband houden met de organisatie, de werking en de plichtenleer van het korps van de Inspectie van financiën.

§ 2. De raad bestaat uit de korpschef, drie inspecteurs van financiën van de Nederlandse taalrol en drie inspecteurs van financiën van de Franse taalrol.

De zes inspecteurs van financiën worden bij gewone meerderheid van stemmen gekozen door de leden van het korps in actieve dienst, met uitsluiting van ... , bijeengekomen in algemene vergadering onder het voorzitterschap van de korpschef, uit de vastbenoemde inspecteurs die geaccrediteerd zijn bij een federale minister, een Gemeenschaps- of Gewestregering, het College van de Gemeenschappelijke

.../...

Gemeenschapscommissie of het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het mandaat duurt vijf jaar.

De uitoefening van het mandaat is niet verenigbaar met detachering aan een ministerieel kabinet;

§ 3. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Hij wordt voorgezeten door de korpschef of, indien deze verhinderd is, door de inspecteur van financiën met de grootste ambtsanciënniteit.

De raad wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter; deze is verplicht de raad bijeen te roepen wanneer drie van de leden ervan hem erom verzoeken voor het onderzoek van de punten die zij bepalen.

§ 4. De raad maakt een jaarverslag op van zijn activiteiten en legt het voor aan de leden van het korps, die in algemene vergadering bijeen zijn overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid".

Artikel 7

In deze bepaling wordt de uitdrukking "leden in functie" gebezigd, terwijl in artikel 6, eerste lid, van het ontwerp de woorden "leden in dienst" worden gebruikt. De terminologie moet eenvormig worden gemaakt, rekening houdend met de opmerking gemaakt in verband met artikel 6.

.../...

Men schrijve :

"Art. 7 De korpschef wordt benoemd door het comité, uit een lijst van drie kandidaten, van wie ten minste één tot een andere taalrol behoort.

De lijst van de kandidaten wordt voorgedragen door de korpsleden in actieve dienst, bijeengeroepen in algemene vergadering overeenkomstig artikel 6, § 2, bij betrekkelijke meerderheid van stemmen, onder het toezicht van de Raad, die eerst de regelmatigheid van de lijst met de voorgedragen kandidaten nagaat en vervolgens deze lijst vastlegt.

Het mandaat van korpschef duurt vijf jaar."

Gelet op het voorstel van tekst dat met betrekking tot artikel 6 wordt gemaakt, moet het derde lid van het ontworpen artikel 7 als overbodig vervallen.

.../...

Hoofdstuk III

De artikelen 9 tot 15 leggen in het kort de regels inzake de werving en de proeftijd vast.

Het koninklijk besluit van 8 augustus 1966 stelt reeds de voorwaarden vast voor werving in de betrekkingen van inspecteur van financiën, van adviseur van financiën en van adviseur van de thesaurie.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat sommige bepalingen van die tekst derhalve moeten worden opgeheven.

Aangezien die bepalingen deel uitmaken van het administratief statuut, zou het bovendien wenselijk zijn ze samen te voegen met de bepalingen die hoofdstuk V vormen.

Artikel 10

Met het oog op de rechtszekerheid zou het verkieslijk zijn uitdrukkelijk te verwijzen naar de artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel die van toepassing blijven op de werving van de inspecteurs van financiën.

Het is des te noodzakelijker de bepalingen van het statuut van het rijkspersoneel nader te bepalen, daar, zoals erop gewezen wordt in de algemene opmerking nr. 1, volgens artikel 51 van de voornoemde bijzondere wet iedere verordeningbepaling die verband houdt met de organisatie van het

.../...

korps van de Inspectie van financiën door de deeltentiteiten moet worden goedgekeurd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19.

Artikel 14

Deze bepaling schrijft voor dat de duur van de proeftijd door de Koning wordt vastgesteld en niet minder dan één jaar mag bedragen.

Deze bepaling is als zodanig niet regelgevend en moet vervallen. Het is voldoende dat de Koning in een later besluit de duur van de proeftijd regelt.

Artikel 15

Naar het voorbeeld van het bepaalde in verband met de stagiairs in het statuut van het rijkspersoneel, moet deze bepaling worden aangevuld, waarbij wordt gepreciseerd dat de stagiair moet worden gehoord of ondervraagd voordat hij ontslagen wordt.

Artikel 16

In de eerste zin moet worden gepreciseerd dat het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bedoeld worden.

.../...

Artikel 17

1. Het tweede lid van dit artikel is onbestaanbaar met artikel 51, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet, dat bepaalt dat de Koning met instemming van de deelentiteiten regelt hoe inspecteurs van financiën ter beschikking worden gesteld van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het staat dus aan de Koning om het aantal inspecteurs van financiën aan te passen dat ter beschikking van iedere deelentiteit wordt gesteld.

2. In de Franse tekst van artikel 17, eerste lid, 2º, zou het correcter zijn tussen de woorden "de la Communauté française" en de woorden "de la Région wallonne" het woord "Gouvernement" in te voegen.

Artikel 18

1. Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar en het verslag aan de Koning blijkt dat deze bepaling beoogt "het aantal detacheringen te kunnen handhaven binnen perken die verzoenbaar zijn met de goede werking van de administratieve en begrotingscontrole zowel op federaal vlak als op dat van de gefederaliseerde instanties" en dat de woorden "nadere regels voor detachering" niet aldus mogen worden uitgelegd dat ze rechtspositionele maatregelen omvatten, doch dat ze louter organisatorische -

.../...

maatregelen vormen betreffende de vervanging van ge-detacheerde personen.

In advies nr. 19.737/2, uitgebracht op 16 november 1990 over een vorig ontwerp van koninklijk besluit houdende organisatie van het korps van de Inspectie van financiën, heeft de afdeling wetgeving geoordeeld dat artikel 5, vierde lid, van dat ontwerp, dat bepaalde dat het bestuurscomité bevoegd was om de nadere regels vast te stellen voor de detachering van de inspecteurs van financiën aan het kabinet van een minister, alleen aldus kan worden begrepen dat het verordeningsbevoegdheid bevat en dat het niet aan het bestuurscomité stond zulk een bevoegdheid uit te oefenen.

2. Voorts wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 1.

Artikel 22

Deze bepaling luidt als volgt : "De andere tuchtstraffen dan het tot de orde roepen en de blaam worden uitgesproken door de federale Minister van Begroting, op eensluitend advies van het Comité, na de Raad te hebben gehoord". Voor alle overige aspecten van de tuchtprocedure wordt verwezen naar het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

De vraag rijst of die regels in overeenstemming zijn met de specificiteit van het korps van de Inspectie van financiën, waarvan de leden krachtens artikel 51, eerste

.../...

lid, van de voornoemde bijzondere wet onder het gezag staan van de Regeringen waaronder zij ressorteren.

Het zou wellicht verkieslijk zijn te bepalen dat de betrokken regeringen de korpschef kunnen vragen de tuchtprocedure in gang te zetten.

Artikel 23

1. Er is geen grond om artikel 23 in paragrafen te verdelen.

Aan het eind van het eerste lid moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

2. Het valt te betwijfelen of deze bepaling, die voorschrijft dat de federale Minister van Begroting of de korpschef de inspecteurs van financiën toestemming kunnen verlenen om buiten de taken of functies omschreven in artikel 2 van het ontwerp nog andere taken of functies uit te oefenen, verenigbaar is met het bepaalde in artikel 51 van de voornoemde bijzondere wet, dat de inspecteurs onder het gezag plaatst van de regeringen waaronder zij ressorteren en dat waarborgt dat diezelfde regeringen worden betrokken bij het beheer over het korps van de Inspectie van financiën.

Teneinde uiteenlopende interpretaties met betrekking tot de woorden "andere functies of opdrachten dan deze bepaald in artikel 2 van dit besluit" te voorkomen,

.../...

moet uitdrukkelijk worden verwezen naar het koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van openbare diensten, die met een internationale opdracht worden belast en naar het koninklijk besluit van 13 november 1967 (I) tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast.

Artikel 24

Er zij verwezen naar de algemene opmerking nr. 1.

Artikel 25

1. In het eerste lid is het begrip "toelagen verbonden aan de bezoldiging van de inspecteurs van financiën" onvoldoende duidelijk. Bovendien moet worden aangegeven dat de bezoldiging en de toelagen voor rekening van de federale Staat zijn.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid moet vervallen en dat in het ontwerp een overgangsbepaling moet worden ingevoegd, luidende :

"Art. ... Zolang de korpschef en de raad niet beschikken over het administratieve personeel vereist krachtens

.../...

artikel 27, geschiedt de administratieve behandeling van de dossiers van de inspecteurs van financiën door de dienst personeelszaken van het federale Ministerie van Financiën".

Artikel 26

1. In verband met de specifieke taken die de federale Minister van Begroting aan de inspecteurs van financiën kan opdragen, zij verwezen naar de algemene opmerking nr. 2 in verband met artikel 23.

Bovendien moet worden gepreciseerd dat het gaat om de begrotingen van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

2. Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, zou het uit juridisch oogpunt correcter zijn te bepalen dat de kredieten nodig voor het beheer over het korps van de Inspectie van financiën moeten worden opgenomen in een afzonderlijke organisatie-afdeling van de algemene begroting van de uitgaven van het Rijk.

Artikel 27

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de eerste zin van het eerste lid als volgt wordt gesteld :

.../...

"Art. De overheid waaronder de inspecteurs van financiën ressorteren, stelt administratief personeel tot hun beschikking".

2. Zoals reeds is beklemtoond in verband met artikel 8, rijzen vragen omtrent de juridische draagwijdte van de overeenkomst waarvan sprake is in de tweede zin van het eerste lid. In het ontworpen besluit moeten in ieder geval de minimumkwalificaties vereist voor het administratief personeel worden vermeld.

Hoofdstuk VII

1. De teksten tot wijziging van verscheidene vroegere teksten moeten deze wijzigen in chronologische volgorde, te beginnen met de oudste; bovendien moeten de overgangsbepalingen opgenomen worden na de wijzigings- en opheffingsbepalingen.

Voorts moet ook het koninklijk besluit van 8 augustus 1966 tot vaststelling van de wervingsvoorwaarden voor de betrekkingen van inspecteur van financiën, van adviseur van financiën en van adviseur van de thesaurie worden gewijzigd, teneinde de verwijzingen naar de inspecteurs van financiën te schrappen.

Tot slot moeten de bepalingen van de gewijzigde verordeningsteksten worden vermeld, alsook alle wijzigingen die erin zijn aangebracht, met opgaaf van de datum van de wijzigingsteksten.

.../...

Bijgevolg wordt voorgesteld hoofdstuk VII als volgt te stellen :

"Hoofdstuk VII - Wijzigings- en overgangsbepalingen

Art. ... Titel IV van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1978, 21 december 1990 en 16 september 1991, en die de artikelen 21 tot 24bis bevat, wordt opgeheven.

Art. ... In het koninklijk besluit van 8 augustus 1966 tot vaststelling van de wervingsvoorwaarden voor de betrekkingen van inspecteur van financiën, van adviseur van financiën en van adviseur van de thesaurie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1º in het opschrift worden de woorden "van inspecteur van financiën" geschrapt;
- 2º in artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1991, worden de woorden "van inspecteur van financiën" geschrapt.

Art. (Men vermeldde hier alle wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de

.../...

uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel. Wat dit besluit betreft, moeten klaar en duidelijk de bepalingen worden aangegeven die moeten worden gewijzigd of opgeheven met het oog op de samenhang met de ontworpen tekst. Men kan er niet mee volstaan de vermeldingen betreffende de inspecteurs van financiën, de inspecteurs-generaal van financiën en de inspecteurs-generaal hoofd van het korps te schrappen - zie bijvoorbeeld artikel 58 van het besluit van 29 oktober 1971).

Art. ... In artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Financiën, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 februari 1996 en 2 juli 1996, worden de woorden "inspecteur-generaal van financiën, hoofd van het korps 1" en "inspecteur-generaal van financiën of inspecteur van financiën : toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan 68" geschrapt.

Art. ... De graad van inspecteur van financiën wordt verleend aan de ambtenaren die op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, de graad van inspecteur-generaal van financiën hoofd van het korps of van inspecteur-generaal van financiën bekleden.

Deze ambtenaren behouden in hun nieuwe graad de anciënniteit die zij in hun vorige graad bezaten.

Hun wedde kan niet lager zijn dan die welke zij in hun vroegere graad zouden hebben ontvangen".

.../...

2. Artikel 30 van het ontwerp moet worden opgenomen in hoofdstuk VIII, dat de slotbepalingen bevat; dit artikel machtigt de Koning de inwerkingtreding van de artikelen 7, eerste lid, 12, 16 tot 18, 24 en 26 van het besluit te regelen, onder voorbehoud van de opmerkingen die daaromtrent zijn gemaakt.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontworpen koninklijk besluit is voor verbetering vatbaar of slecht gesteld doordat sommige wendingen ervan klakkeloos uit het Frans vertaald zijn. Zo bijvoorbeeld wordt overdadig gebruik gemaakt van hoofdletters in het ontwerp. In artikel 3, eerste lid, schrijve men "... hierna te noemen 'het comité'"; deze opmerking geldt mutatis mutandis voor het gehele ontwerp. In artikel 5, eerste lid, schrijve men "... neemt het dagelijks bestuur van het interfederaal korps van de Inspectie van financiën op zich". In artikel 8, eerste lid, vervange men de woorden "materiële modaliteiten" door de woorden "praktische nadere regels"; in het tweede lid van datzelfde artikel schrijve men "met de goedkeuring van het comité" in plaats van "na akkoord van het comité". In artikel 11 vervange men het woord "afgeleverd" door het woord "afgegeven" en in artikel 12 het woord "jury" door het woord "examencommissie". In artikel 13, eerste lid, schrijve men "De geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen die voor benoeming in aanmerking komen, worden ... tot de proeftijd"; deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor het tweede lid. In artikel 15 vervange men het woord "stage"

.../...

door het woord "proeftijd"; men schrijve in ditzelfde artikel, alsook in artikel 16, "op de voordracht van" in plaats van "op voorstel van". In de tweede zin van artikel 16 schrijve men "Bij gebrek aan overeenstemming over de voorgestelde aanwijzing ...". In artikel 17, eerste lid, schrijve men "... geschiedt als volgt :". In artikel 23, eerste en tweede lid, schrijve men "toestemming" in plaats van "toelating". In de artikelen 26 en 27 vervange men de uitdrukking "ten laste nemen" door de woorden "komen voor rekening van".

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRANG, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET